



**KPMG Audit**  
7, boulevard Albert Einstein  
BP 41125  
44311 Nantes Cedex 3  
France



23, rue Bernard Palissy  
35000 Rennes  
France

**Ubisoft Entertainment S.A.**

Rapport des commissaires aux comptes  
sur l'émission d'actions et de diverses  
valeurs mobilières avec maintien et/ou  
suppression du droit préférentiel de  
souscription (résolutions 16, 17, 18, 19,  
20)

Assemblée générale extraordinaire du 27 juin 2013 - résolutions  
n° 16, 17, 18, 19, 20  
Ubisoft Entertainment S.A.  
107, rue Henri Fréville - BP 10704 - 35207 Rennes Cedex 2  
*Ce rapport contient 5 pages*  
Référence : FN-132-54



**KPMG Audit**  
7, boulevard Albert Einstein  
BP 41125  
44311 Nantes Cedex 3  
France



**Ubisoft Entertainment S.A.**

Siège social : 107, rue Henri Fréville - BP 10704 - 35207 Rennes Cedex 2  
Capital social : € 7 444 215,30

**Rapport des commissaires aux comptes sur l'émission d'actions et de diverses valeurs mobilières avec maintien et/ou suppression du droit préférentiel de souscription (résolutions 16, 17, 18, 19, 20)**

Assemblée générale extraordinaire du 27 juin 2013 - résolutions n° 16, 17, 18, 19, 20

Aux Actionnaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société et en exécution de la mission prévue par les articles L. 228-92 et L. 225-135 et suivants du code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur les propositions de délégation au Conseil d'administration de différentes émissions d'actions et/ou de valeurs mobilières, opérations sur lesquelles vous êtes appelés à vous prononcer.

Votre Conseil d'administration vous propose, sur la base de son rapport :

- de lui déléguer, pour une durée de 26 mois, la compétence pour décider des opérations suivantes et fixer les conditions définitives de ces émissions et vous propose, le cas échéant, de supprimer votre droit préférentiel de souscription :
  - émission d'actions ordinaires et/ou de valeurs mobilières donnant accès par tous moyens, immédiatement ou à terme à des actions ordinaires existantes ou à émettre de la société ou, conformément à l'article L. 228-93 du code de commerce, dont elle possède directement ou indirectement plus de la moitié du capital et/ou donnant droit à l'attribution de titres de créance, avec maintien du droit préférentiel de souscription (16<sup>ième</sup> résolution),
  - émission d'actions ordinaires et/ou de valeurs mobilières donnant accès par tous moyens, immédiatement ou à terme à des actions ordinaires existantes ou à émettre de la société ou, conformément à l'article L. 228-93 du code de commerce, de toute société dont elle possède directement ou indirectement plus de la moitié du capital et/ou donnant droit à l'attribution de titres de créance, avec suppression du droit préférentiel de souscription par voie d'offres au public (17<sup>ième</sup> résolution), étant précisé que ces titres pourront être émis à l'effet de rémunérer des titres qui seraient apportés à la société dans le cadre d'une offre publique d'échange sur titres répondant aux conditions fixées par l'article L. 225-148 du code de commerce,

- émission d'actions ordinaires et/ou de valeurs mobilières donnant accès par tous moyens, immédiatement ou à terme à des actions ordinaires existantes ou à émettre de la société ou, conformément à l'article L. 228-93 du code de commerce, de toute société dont elle possède directement ou indirectement plus de la moitié du capital) et/ou donnant droit à l'attribution de titres de créance, avec suppression du droit préférentiel de souscription par voie d'offres visées au II de l'article L. 411-2 du code monétaire et financier et dans la limite de 20% du capital social par an (18<sup>ième</sup> résolution),
- de l'autoriser, par la 19<sup>ième</sup> résolution et dans le cadre de la mise en œuvre de la délégation visée aux 17<sup>ième</sup> et 18<sup>ième</sup> résolutions, à fixer le prix d'émission, dans la limite légale annuelle de 10 % du capital social,
- de lui déléguer, pour une durée de 26 mois, le pouvoir de fixer les modalités d'une émission d'actions ordinaires et/ou de valeurs mobilières donnant accès par tous moyens, immédiatement ou à terme à des actions ordinaires existantes ou à émettre, en vue de rémunérer des apports en nature consentis à la société et constitués de titres de capital ou de valeurs mobilières donnant accès au capital (20<sup>ième</sup> résolution), dans la limite de 10 % du capital.

Le montant nominal individuel des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées immédiatement ou à terme ne pourra excéder :

- €1 450 000 au titre de la 16<sup>ième</sup> résolution ;
- €1 450 000 au titre des 17<sup>ième</sup>, 18<sup>ième</sup> et 19<sup>ième</sup> résolutions ;
- 10 % du capital social au titre de la 20<sup>ième</sup> résolution ;
- 0,2 % du capital social au jour de la décision du Conseil d'administration d'utiliser la délégation de compétence qui lui serait consentie au titre de la 21<sup>ième</sup> résolution ;
- 1,5 % du nombre d'actions ordinaires existant au jour de la décision du Conseil d'administration en vertu de l'autorisation qui lui serait consentie au titre de la 22<sup>ième</sup> résolution ;

étant précisé que les 21<sup>ième</sup> et 22<sup>ième</sup> résolutions ont fait l'objet de rapports spécifiques de notre part.

Il est précisé que le montant nominal maximum qui résulterait de chacune de ces augmentations de capital s'imputera sur le plafond global de € 4 000 000 fixé dans la 23<sup>ème</sup> résolution.

Le montant nominal global des titres de créances susceptibles d'être émis ne pourra excéder € 400 000 000 pour les 16<sup>ème</sup>, 17<sup>ème</sup> et 18<sup>ème</sup> résolutions.

Il appartient au Conseil d'administration d'établir un rapport conformément aux articles R. 225-113 et suivants du code de commerce. Il nous appartient de donner notre avis sur la sincérité des informations chiffrées tirées des comptes, sur la proposition de suppression du droit préférentiel de souscription et sur certaines autres informations concernant ces opérations, données dans ce rapport.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier le contenu du rapport du Conseil d'administration relatif à ces opérations et les modalités de détermination du prix d'émission des titres de capital à émettre.

Sous réserve de l'examen ultérieur des conditions des émissions qui seraient décidées, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les modalités de détermination du prix d'émission des titres de capital à émettre données dans le rapport du Conseil d'administration au titre des 17<sup>ème</sup>, 18<sup>ème</sup> et 19<sup>ème</sup> résolutions.

Par ailleurs, ce rapport ne précisant pas les modalités de détermination du prix d'émission des titres de capital à émettre dans le cadre de la mise en œuvre des 16<sup>ème</sup> et 20<sup>ème</sup> résolutions, nous ne pouvons donner notre avis sur le choix des éléments de calcul de ce prix d'émission.

Les conditions définitives dans lesquelles les émissions seraient réalisées n'étant pas fixées, nous n'exprimons pas d'avis sur celles-ci et, par voie de conséquence, sur la proposition de suppression du droit préférentiel de souscription qui vous est faite dans les 17<sup>ème</sup>, 18<sup>ème</sup> et 19<sup>ème</sup> résolutions.


**Ubisoft Entertainment S.A.**  
*Rapport des commissaires aux comptes sur l'émission  
d'actions et de diverses valeurs mobilières avec  
maintien et/ou suppression du droit préférentiel de  
souscription (résolutions 16, 17, 18, 19, 20)  
30 mai 2013*

Conformément à l'article R. 225-116 du code de commerce, nous établirons un rapport complémentaire, le cas échéant, lors de l'utilisation de ces délégations par votre Conseil d'administration en cas d'émissions de valeurs mobilières donnant accès au capital et/ou donnant droit à l'attribution de titres de créance et en cas d'émissions d'actions avec suppression du droit préférentiel de souscription.

Les commissaires aux comptes,

Nantes, le 30 mai 2013

KPMG Audit  
*Département de KPMG S.A.*



Franck Noël  
Associé

Rennes, le 30 mai 2013

MB Audit



Roland Travers  
Associé